

Le programme de François Fillon, c'est ...

→ Une rigueur budgétaire de façade

- Un slogan d'économie de 100 milliards d'euros qui continue à être scandé, mais des promesses qui s'évanouissent. Les 20 milliards d'économie sur les collectivités territoriales? Oubliées désormais. Les 15 milliards d'économie sur la fonction publique? Oubliées aussi...
- Dès lors, la crainte d'un remake du scénario de 2007-2012, avec des annonces fortes en début de quinquennat («je suis à la tête d'un État en faillite») et 600 milliards de dette en plus à la fin.

→ Des baisses de service public et des hausses d'impôts injustes pour les classes moyennes et populaires

- Une volonté de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires (soit 3 fois les baisses d'effectif sous Nicolas Sarkozy), sans préciser où. Inévitablement, des services essentiels (l'école, l'hôpital) seront touchés.
- Une hausse de TVA de 2 points, au détriment des plus modestes
- Un projet initial de déremboursement des petits risques en santé
- Des agents publics qui travailleront 39h sans être nécessairement payés davantage: travailler plus pour gagner moins

→ Des intentions incertaines sur l'immobilier

- D'une volonté de suppression des droits d'enregistrement (DMTO) quand un bien change de propriétaire à un abandon de cette promesse
- Un soutien qui se dit favorable à une loi obligeant les particuliers à passer par un professionnel de la transaction immobilière. Ce qui sonnerait la fin des locations et ventes entre particuliers.

CONTRE-ARGUMENTAIRE

→ **Des proximités internationales inquiétantes**

- Une volonté première « d'alliance militaire et tactique » avec Bachar Al-Assad ... d'où une position saluée par ce dernier en janvier
- Une proximité affichée avec Vladimir Poutine et la Russie

→ **Une solidité institutionnelle en question**

- Quelle garantie d'indépendance pour les juges après les appels à manifester contre eux ?
- Et quelle autorité présidentielle après la mise en examen ?

***Découvrez nos propositions
sur en-marche.fr***